

CX 2 ON

XB

B56

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Bill 141

**An Act to amend the Ontario Water Resources Act
with respect to the public reporting of sewage bypassing**

Ms S. Jones

Private Member's Bill

1st Reading May 31, 2017

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



**An Act to amend the Ontario Water Resources Act
with respect to the public reporting of sewage bypassing**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1 Section 30 of the *Ontario Water Resources Act* is amended by adding the following subsections:

Same, sewage bypass

(3) If the material that has been discharged and that may impair the quality of the waters is sewage, and the sewage was discharged into waters because the person who owns or operates a water treatment facility described in subsection (4) has diverted a waste stream away from the facility or discharged it from the facility before it has been fully treated, the notification under subsection (2) shall include the following information:

1. The duration and measured or estimated volume of the discharge.
2. The reasons for the diversion that caused the discharge.

Water treatment facility

- (4) A water treatment facility mentioned in subsection (3) is a water treatment facility that is owned or operated by,
- (a) a local or upper-tier municipality;
 - (b) a person who has an agreement with a local or upper-tier municipality to operate a private water or sewage works; or
 - (c) a person who has the consent, of the local or upper-tier municipality that has jurisdiction to provide a water or sewage public utility in the area, to operate such a utility.

Information to be published

(5) The Ministry shall publish the information set out in paragraphs 1 and 2 of subsection (3) on a Government of Ontario website as soon as possible but no later than 24 hours after receiving the notification.

Commencement

2 This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3 The short title of this Act is the *Sewage Bypass Reporting Act, 2017*.

EXPLANATORY NOTE

The *Ontario Water Resources Act* is amended to require municipalities that own or operate a water treatment facility, or persons who operate such a facility under an agreement with or with the consent of a municipality, to report certain information to the Ministry in cases where they divert sewage into waters that may impair its quality. The Bill further requires the Ministry to publish this information.



Loi modifiant la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario à l'égard de l'obligation de faire rapport au public de la dérivation des eaux d'égout

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 L'article 30 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : dérivation d'eaux d'égout

(3) Si la matière rejetée et susceptible de dégrader les eaux consiste en des eaux d'égout et qu'elles ont été rejetées dans les eaux parce que la personne qui est propriétaire ou exploitant de l'installation de traitement de l'eau visée au paragraphe (4) a dérivé des eaux résiduaires de façon qu'elles n'atteignent pas l'installation, ou les a rejetées de l'installation avant qu'elles soient complètement traitées, l'avis prévu au paragraphe (2) comprend les renseignements suivants :

1. La durée ainsi que le volume mesuré ou estimé du rejet.
2. Les motifs de la dérivation qui a causé le rejet.

Installation de traitement de l'eau

(4) L'installation de traitement de l'eau mentionnée au paragraphe (3) est une installation dont le propriétaire ou l'exploitant est :

- a) une municipalité locale ou de palier supérieur;
- b) une personne qui a conclu un accord avec une municipalité locale ou de palier supérieur en vue d'exploiter une station privée de purification de l'eau ou une station privée d'épuration des eaux d'égout;
- c) une personne qui a obtenu le consentement de la municipalité locale ou de palier supérieur ayant compétence pour fournir un service public d'approvisionnement en eau ou de collecte des eaux d'égout dans le secteur en vue d'exploiter ce service.

Publication de renseignements

(5) Le ministre publie les renseignements énoncés aux dispositions 1 et 2 du paragraphe (3) sur un site Web du gouvernement de l'Ontario dès que possible, mais au plus tard 24 heures, après réception de l'avis.

Entrée en vigueur

2 La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2017 sur l'obligation de faire rapport concernant la dérivation des eaux d'égout*.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* est modifiée pour exiger que les municipalités qui sont propriétaires ou exploitants d'une installation de traitement de l'eau, ou les personnes qui exploitent une telle installation aux termes d'un accord avec une municipalité ou avec le consentement d'une municipalité, fassent rapport au ministre de certains renseignements lorsqu'elles dérivent, dans des eaux, des eaux d'égout susceptibles de dégrader les eaux. Le projet de loi oblige de plus le ministre à publier ces renseignements.



Projet de loi 141

Loi modifiant la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario à l'égard de
l'obligation de faire rapport au public de la dérivation des eaux d'égout

M^{me} S. Jones

Projet de loi de député

1^{re} lecture 31 mai 2017

2^e lecture

3^e lecture

Sanction royale

